

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois . . . 13.50 Six mois . . . 25.00 Un an . . . 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, etc. . . 15 fr. la France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annonces : la ligne . . . 20 c. Réclames : . . . 30 c. Faits divers : . . . 50 c. On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du Journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, Libraire, Grande-Place, à Paris, chez MM. HAVAS, LAURENCE & Co, 34, rue Notre-Dame des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

Table with 2 columns: Item (e.g., 3 0/0, 4 1/2, Emprunts) and Price (e.g., 75 80, 103 00, 106 85).

Table with 2 columns: Item (e.g., Actions Banque de France, Crédit foncier) and Price (e.g., 3290 00, 490 00).

Table with 2 columns: Item (e.g., Change sur Londres, Café good fair) and Price (e.g., 4,84 1/2, 19 1/2).

DEPECHE COMMERCIALES New-York, 9 mars. Change sur Londres, 4,84 1/2; change sur Paris, 5,16 3/4.

ROUBAIX 9 MARS 1877. Les Conspirateurs. Est-ce qu'il y aurait une conspiration royaliste sous jeu?

LA ROUTE DE L'ABIME PAR RAOUL DE NAVERY. LE SIXIEME COUVERT. IV. SYMPATHIES (suite). L'orgue commença ses longs accords, au moment où le cortège nuptial franchit le seuil du temple.

digne de sa race; et les révolutionnaires émérites qui détiennent une partie du pouvoir, justement effrayés, se hâtent de crier à la conspiration, à la trahison.

Eh bien oui, répondrons-nous, il y a une conspiration royaliste, mais cette conspiration, elle n'est pas sous jeu; elle se développe au grand jour des assemblées politiques, au grand jour de la publicité, et les conspirateurs, c'est vous-mêmes.

Qui donc conspire contre la république, sinon les républicains; et par qui, jusqu'à présent la République n'a-t-elle pas été compromise et finalement détruite, sinon par les républicains?

Or, que voyons-nous au lieu de ces généreux efforts? Une lutte continuelle pour la domination, pour le partage des honneurs, la guerre déclarée aux croyances religieuses de la grande majorité de la nation, une minorité turbulente, dont l'éducation politique est à peine ébauchée s'imposant à la majorité en vertu d'une légalité provisoire, en vertu d'une loi à laquelle manque le caractère principal de toute loi, la fixité.

Ce sont les républicains qui conspirent contre la République par leurs fantaisies, par leur ignorance, par leur intolérance, par leur méconnaissance de la liberté; et nous voyons attendre avec confiance, l'achèvement de leur œuvre; la fin n'est pas loin.

une association de fortunes, un échange de signatures. Tout à coup, l'union de deux êtres jeunes, prêts pour la bataille de la vie, se présentait sous un aspect agrandi, sanctifié. Sans savoir pourquoi il lui semblait que le mariage avec ses obligations de bonté, de fidélité, de concupescence, de sacrifices mutuels, venait de lui être révélé, elle compréhendait mieux la famille, depuis qu'elle la voyait abritée derrière l'autel.

connaissais, aux autres; un député de gauche me présentait. J'ai vu aussi hier principalement des hommes d'affaires d'une haute position, des industriels sérieux; je puis vous dire que tel est le sentiment général et qu'il n'y a pas à hésiter ni à tergiverser.

Il est incroyable que cela paraisse si peu compris dans les hautes régions. Les Conseils municipaux, plus près des classes populaires, le sentent mieux, et nous voyons celui de Paris, celui de Lyon, celui de Marseille, faire l'impossible pour créer des travaux.

Qu'on ne s'écarte point: La monarchie légitime est impossible; les d'Orléans sont méprisés; les Bonaparte sont détestés; la République est donc solide.

« Ce dont une nation a besoin, c'est d'un gouvernement. Tant qu'il en existe un qui convient à peu près, on le garde, et les partis adversaires semblent très-faibles. Mais, dès que le gouvernement existant, quel qu'il soit, ne satisfait plus, il tombe et l'on va au parti qui paraît le plus en mesure de gouverner.»

« Qu'est-ce qui a fait réussir l'Empire? On ne le dit pas assez. Le coup d'État de décembre 1851 lui donna le pouvoir; mais ce qui le lui assura, ce fut le grand mouvement industriel de 1852. En 1852, le gouvernement poussa les classes riches à la dépense, les villes aux travaux, et lui-même ouvrit tous les chantiers possibles. Ce n'était pas tant que bals aux préfectures, réunions chez les riches bourgeois, rues percées, monuments commencés, chantiers en activité. Nous, les républicains, nous étions en prison; mais le bruit des violents et des marteaux étouffa nos voix, et l'on vota l'Empire.»

Toutes les choses écrites par un membre de la famille radicale personne ne les ignore. Et cet aveu d'un républicain jeté à la tête des siens nous semble tout simplement un acte de courage, un acte de bonne foi, un acte exceptionnel.

La génération actuelle n'en est plus aux théories mais à la période d'épreuves. Il est bien avéré aujourd'hui que si cela continue nous marchons droit à la ruine. Sera-ce le dernier mot de l'expérience, pour en finir une fois pour

toutes avec les acrobates révolutionnaires, qu'on les qualifie d'aimables, opportunistes ou de radicaux.

CHRONIQUE

L'émotion causée dans le monde républicain par la déclaration du comte de Chambord est très-vive, d'autant plus vive qu'on suppose qu'elle a été publiée avec le consentement du comte de Paris et du Maréchal.

Cette conviction donne beaucoup à réfléchir à ceux qui comptent surtout sur les divisions des monarchistes et sur l'ambition personnelle du Président.

Une appréciation de la correspondance du Journal de Genève, qu'on n'accusera pas de parti pris réactionnaire: « On a entamé les travaux de la rue qui va passer devant les Tuileries, c'est un travail de Paris dépourvu de vandalisme, qu'on soupçonne, par surcroît, avoir été conçu et ordonné dans une idée républicaine.»

Le correspondant parisien du Journal de Rouen annonce que le transport le Navarin avait quitté Nouméa, ramenant en France 161 condamnés de la Commune qui avaient obtenu des commutations de peine.

Le général Ignatieff, accompagné de Mme Ignatieff et de son secrétaire, est arrivé hier matin, à dix heures un quart, à Paris. Il a été reçu à la gare par M. Commanay, consul général de Russie, représentant le prince Orloff, empêché par une légère indisposition.

On lit dans le Memorial d'Amiens, journal bonapartiste: « L'étendard royaliste est de ceux qu'on salue quand même et qu'on peut suivre dans la mêlée, avec la certitude de n'aller qu'à l'honneur.»

LETTRES DE PARIS

Paris, le 8 mars 1877. L'allocation prononcée hier par M. Martel, recevant la Cour de cassation, a une certaine importance.

fort simple, cependant, plus que simple pour la fille d'un millionnaire, et le comte d'Ivry y trouvait une preuve de bon goût. Il eût été si facile à Coëlia de porter des perles qu'il fallait lui savoir gré de se contenter de marguerites blanches.

ques dont une certaine presse poursuit la magistrature depuis que l'avènement de M. Jules Simon lui a assuré sinon l'impunité, du moins une large tolérance.

Cela est si vrai que le procureur général, mis au courant de ces faits, a fait saisir, côté et paraper les dites listes, et a ordonné une enquête. Le préfet lui-même, M. de Brancion n'a pas hésité à faire rechercher de son côté les auteurs de cette fraude.

Au Conseil des ministres tenu ce matin, sous la présidence du maréchal, on a commencé à discuter le remplacement des magistrats de la Cour de cassation qui ont atteint la limite d'âge.

MM. Lenoël et Lemyre de Villers, qu'un décret, daté de ce jour, a nommé conseillers d'Etat en service extraordinaire, ont été installés aujourd'hui à midi.

Un journal du soir annonçait, hier, que le procureur de la République à Avignon, avait commencé une instruction, contre les électeurs de M. du Demaine, qui auraient commis différentes fraudes dans les élections des 11 et 25 février.

Je ne puis que vous répéter ce que je vous ai déjà dit hier: le chef de la maison de Bourbon, en déclarant que la monarchie ne laissera libre passage ni aux aventures de l'Empire, ni aux violences du radicalisme, ne condamne que la doctrine révolutionnaire

heureux, il enrichit celle qu'il préfère... A quoi la fortune serait-elle bonne, si ce n'est à rétablir certains équilibres. Je ne fais cas de l'argent qu'en le considérant comme un redresseur de torts.

— Vous ne raisonnez guère comme la plupart des jeunes filles... — Je le sais, et ne crois pas que personne m'en blâme... On ne doit point davantage m'en louer... Je me trouve heureuse de songer que jamais un calcul ne servira de base à mes projets d'avenir.

cents bulletins de la dimension d'un timbre-poste et portant le nom de M. Saint-Martin étaient au fond de l'urne au moment du dépouillement du scrutin, et lorsque, le lendemain, les conservateurs usant du droit que leur donne la loi, ont pris connaissance des listes d'émargement, ils ont constaté que pendant la nuit ces listes avaient subi de nombreuses ratures.

Le général Ignatieff, est arrivé ce matin à dix heures, à Paris. A une heure, il se trouvait avec le comte Schouvaloff chez le prince Orloff, et à trois heures il se rendait chez le duc Decazes, avec lequel il a eu une longue conférence.

La Russie veut l'annulation du traité de Paris et proposera pour l'obtenir, de désarmer, dès que ce traité sera lettre morte. Mais, d'autre part, les journaux anglais déclarent sur tous les tons que l'Angleterre ne saurait consentir à cette abrogation.

La polémique continue, plus vive que jamais, dans les journaux républicains, radicaux et bonapartistes, au sujet de l'allocation de M. le comte de Chambord. Les uns prennent le ton de la colère et de la menace, les autres celui du dédain et de l'ironie; mais peu importe, la parole du Roi est entendue et fait son chemin dans la masse des esprits qui se préoccupent avant tout, des intérêts du pays qui se confondent avec les intérêts de chaque famille.

Paris, 8 mars 1877. L'allocation prononcée hier par M. Martel, recevant la Cour de cassation, a une certaine importance. L'honorable ministre de la justice a répondu, en effet, quelques mots à toutes les atta-

— Sa dot était modeste, je crois. — Et j'approuve grandement monsieur de Ranzval. Il a consulté son cœur avant d'ajouter des chiffres... Je ne dis pas comme vous qu'Honorine a fait un beau mariage: des deux époux, monsieur de Ranzval me semble le plus